



Cette communauté du sud du Honduras résiste à la construction d'une vaste centrale solaire sur ses terres. L'énergie solaire est propre, mais la centrale n'occupe pas seulement une partie de son habitat, elle modifie également le microclimat et provoque l'assèchement des sources dans cette région déjà sèche et chaude. *Photo: PWS 2019*

Energie verte et droits humains – des antagonismes ?

Dans les zones de développement spécial du sud du Honduras, où l'État a créé des conditions idéales pour les investissements étrangers, les concessions pour l'énergie verte sont largement et rapidement attribuées. Cependant, les normes environnementales ne protègent pas la population locale et ses habitats des conflits et de la destruction. Pour cette raison, nous disons OUI à l'initiative pour des multinationales responsables le 29 novembre prochain.

De Jimmy Bermúdez, coordinateur de terrain au Honduras

Depuis le coup d'État de 2009, l'État hondurien a toujours poursuivi un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles : extraction minière, production énergétique, culture agro-industrielle de matières premières végétales et industrie touristique. Il a intensifié un mécanisme qui transfère systématiquement les bénéfices au secteur privé et laisse la collectivité publique supporter les charges et les conséquences négatives. Par exemple, la Compagnie nationale d'énergie électrique (Empresa Nacional de Energía Eléctrica, ENEE), censée agir dans l'intérêt de la collectivité publique, s'est transformée en un organisme qui exécute ses tâches selon une procédure déterminée. Elle sous-traite des activités lucratives à des sociétés privées et prend

en charge la facture, pour ensuite la répercuter sur la population hondurienne. Les fonctionnaires chargés de la prise de décision sont souvent rémunérés séparément pour cela.

Manque de transparence dans l'attribution des concessions d'énergie solaire

Selon les chiffres publiés par le Sistema de Integración Centroamericana, SICA¹, la production d'énergie solaire entraîne des coûts plus élevés que la production d'énergie hydraulique. Cette constatation ne semble guère plausible, étant donné que les investissements pour les centrales solaires sont comparativement plus faibles, et aucun paiement n'est exigé pour l'utilisation de la lumière du soleil. L'Organisation hondurienne pour une société plus juste (Asociación para una Sociedad Más Justa, ASJ) et d'autres organisations de la société civile soulignent que les processus d'allocation de la production d'énergie dans le pays sont pavés d'irrégularités et d'incohérences, comme si les processus devaient se subordonner à un résultat fixé à l'avance. Par exemple, en 2014, le Congrès national (pouvoir législatif hondurien)

Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet (peacewatch.ch) ou sur nos blogs, sur le Honduras (peacewatch.blog) ou sur Palestine/Israël (eappiswitzerland.wordpress.com).

a attribué 23 contrats de production d'énergie solaire à 21 entreprises qui venaient d'être créées et qui n'avaient aucune expérience dans le secteur. La durée des contrats avec ces « sociétés valises », comme on les appelle au Honduras, est de 20 ans. Toutes les concessions ont été gérées par seulement deux personnes ; il n'aurait pas été possible de mener une procédure régulière avec plus de 20 représentants en même temps. Les concessions ont été accordées lors de deux réunions d'une seule journée avec à chaque fois une personne présente.

Deux de ces sociétés sont Foto-voltáica Los Prados S.A. et Energías Solares S.A., qui se sont retrouvées peu après dans les portefeuilles de Scatec Solar et de Norwegian Norfund, lors d'autres ventes et achats.² L'énergie verte est un argument d'investissement parfait !

Droits humains presque toujours bafoués

Cependant, même lorsque des concessions sont accordées pour des investissements assortis de primes environnementales, les habitant·e·s des régions touchées ne sont presque jamais pris en compte. Toutefois, ils en subissent les conséquences, en se retrouvant dans une situation de conflit tangible dans laquelle leur espace

de vie est en jeu. Germán Chirinos, coordinateur du réseau environnemental et social pour le sud du Honduras (Movimiento Ambientalista Social del Sur por la Vida, MASSVIDA), est extrêmement préoccupé par cette réalité : « Les investissements

énergétiques sont emplis de corruption et engendrent la violence. La Banque mondiale nous a fait de fausses promesses dans ses campagnes. Les projets auraient dû nous permettre de disposer d'une électricité de qualité et à faible coût, de créer des emplois et de stimuler le développement de nos communautés. On ne nous a pas demandé notre avis et nous n'avons reçu aucune garantie. Ce qui est certain, c'est que ces projets détruisent notre habitat. » Bien que de nombreux projets aient été interrompus depuis le début de la pandémie du Covid-19, les poursuites judiciaires et les intimidations se poursuivent. Les entreprises photovoltaïques ont distribué de la nourriture et des produits d'hygiène aux communautés durant le confinement lié au Covid-19, responsabilité qui incombe à l'État. Les gens sont conscients que l'objectif est



Le Hondurien Jimmy Bermúdez a été coordinateur de l'accompagnement international de 2018 à 2020. Il a quitté PWS en septembre pour relever de nouveaux défis. Nous le remercions vivement pour son précieux engagement et lui souhaitons plein succès pour l'avenir. La coordination de terrain a été remise en octobre et est entre de bonnes mains avec Mireia Izquierdo. Elle est avocate, vient de Barcelone et fait partie de l'équipe de PWS au Honduras depuis 2019. Photo: PWS 2020

de les acheter pour les inciter à laisser les terres aux investisseurs. Les communautés rapportent que des représentants des consortiums ont essayé de leur faire des cadeaux, qu'ils sont venus leur parler dans leurs voitures de luxe. Don Ernesto, qui fait campagne depuis des années contre le projet photovoltaïque de Los Prados, déclare : « Les responsables des entreprises ne nous ont jamais demandé notre avis et nous n'avons jamais été informés. Lorsque nous n'étions pas d'accord, ils nous ont harcelés et nous ont montés les uns contre les autres. Depuis que le projet a été planifié, la paix a disparu. Personnellement, je n'ai aucune raison de les croire. Ils nous ont toujours menti. »

Résistance des communautés

Au lieu de cela, les gens ont commencé à s'organiser et à résister à la mise en œuvre des projets dans leur espace de vie, engendrant criminalisation et menaces à leur encontre. PWS accompagne les communautés de Los Prados et d'autres communautés dans des situations similaires. Nous connaissons la détermination des personnes concernées à ne pas être chassées de leurs terres, à faire valoir leur liberté d'expression et à revendiquer leur droit d'être concertées. Il est impressionnant de voir comment elles obtiennent des votes consultatifs, dans lesquels elles s'opposent de manière décisive à des projets nés de procédures opaques, de la corruption, et qui ont d'énormes conséquences sur leur vie. Nous sommes également conscients de leur vulnérabilité, des risques qu'elles courent en défendant leurs droits, de la criminalisation constante des leaders, de la menace à laquelle elles sont confrontées chaque jour dans un environnement déjà violent. Le droit ne signifie pas justice, lorsqu'il manque la vérité et la transparence. Mais même dans le sud du Honduras, la déesse Thémis, déesse de la justice, n'est pas aveugle !

¹ Generación energía en 2016. <https://www.sica.int/busqueda/Noticias.aspx?IDItem=106132&IDCat=3&IdEnt=1225&Idm=1&IdmStyle=1>

² <https://scatecsolar.com/>
<https://www.norfund.no/our-investments/latin-america/>

PWS a accompagné les communautés du Honduras à distance depuis le début de la crise du coronavirus. Depuis la fin du mois de septembre 2020, nous sommes à nouveau présent·e·s physiquement sur le terrain, en respectant les règles de protection contre le Covid-19. En Suisse, nous nous engageons à ce que les entreprises internationales soient tenues responsables envers les personnes et l'environnement dans leurs investissements.